**Investissements : l'attrait américain des startups européennes d’IA est plus fort que jamais**

Face aux États-Unis et à la Chine, l’Europe fait face depuis plusieurs années à un déficit d’investissement dans le secteur de l’IA. Selon la Banque européenne d’investissement, l’Union européenne ne représente que 7 % des investissements annuels en fonds propres dans le secteur de l’IA et de la blockchain, tandis que les États-Unis et la Chine en représentent ensemble 80 %. Et le déficit d’investissement qui freine le développement et le déploiement des technologies de l’intelligence artificielle, est estimé à 10 milliards d’euros, selon l’institution. En février dernier, l'Union européenne a fait savoir, par la voix de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, qu’elle allait mobiliser 200 milliards d’euros pour des investissements dans l’intelligence artificielle en Europe.

Mais au-delà des annonces, la réalité est bien différente. Bien que le secteur du capital-risque européen se soit développé ces dernières années, il reste à la traîne par rapport à celui des États-Unis, note The Wall Street Journal. Les startups américaines d’IA ont ainsi levé plus de 160 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de cette année, dépassant de loin les quelque 20 milliards de dollars récoltés par celles d’Europe, selon le fournisseur de données PitchBook. En outre, les investisseurs américains représentent une part croissante des fonds levés par les startups d’IA en Europe. Au 30 septembre, ils avaient investi environ 14,2 milliards de dollars dans 549 transactions européennes de capital-risque en IA, contre 11,7 milliards de dollars pour l’ensemble de l’année 2024, selon les données de PitchBook. Cela représente 71,1 % des transactions, contre 57,5 % l’année dernière.

Au-delà des considérations financières, la poussée réglementaire imminente en Europe de l’intelligence artificielle serait une motivation de plus pour traverser l’Atlantique. La loi européenne sur l’intelligence artificielle devrait imposer des coûts de conformité élevés. L’enregistrement aux États-Unis apparaît de fait comme une option plus sûre, note le WSJ. Des grandes entreprises européennes, dont le constructeur aéronautique Airbus, le géant des équipements à puces ASML et le développeur d’IA Mistral, ont publié plus tôt cette année une lettre ouverte appelant les dirigeants de l’UE à suspendre la loi sur l’IA, affirmant qu’elle entraverait les opportunités de progrès économique.

L’Express, 5 octobre 2025